

maintenu au pouvoir en Angola grâce à l'appui cubain et russe, Mobutu – qui a soutenu le FNLA et encouragé la sécession de l'enclave de Cabinda – a lui aussi conservé le pouvoir grâce à l'appui marocain, égyptien et français. D'ailleurs, l'intérêt des Marocains et des Égyptiens pour le Shaba témoigne de leur mutuelle opposition aux intérêts communs de l'Algérie et de la Libye au Sahara et dans la Corne, ainsi que des questions qui les opposent sur la côte méditerranéenne. De telles coalitions tacites entre pays africains et non africains ne sont pas sans nous rappeler cette période de relations internationales africaines pendant laquelle les alliés de Casablanca, Brazzaville et Monrovia intriguaient pour obtenir influence et représentation.

La situation dans la Corne est encore plus complexe étant donné le rôle des mouvements de libération érythréen et somali et la volte-face de l'Union soviétique qui a abandonné assez précipitamment la Somalie socialiste pour appuyer l'Éthiopie révolutionnaire. En outre, comme les États arabes radicaux tendent maintenant à accorder leur appui au Deurg éthiopien plutôt qu'aux mouvements de libération de l'Érythrée ou de l'Ogaden, l'Égypte, le Soudan, l'Arabie Saoudite et l'Iran ont offert leur aide aux forces anti-Derg. Les plans soviéto-cubains visant la création d'une fédération à tendance socialiste autour de la mer Rouge ayant échoué, les États «anticommunistes» membres de l'OPEP espèrent en faire un «lac arabe» plutôt qu'une mer «rouge».

Les différends opposant l'Égypte et le Soudan à la Libye ne peuvent être dissociés du rôle que joue chacun de ces pays dans les coalitions qui s'affrontent dans la Corne ou dans les divergences concernant le Shaba et le Sahara. En outre, les intérêts de la France à Djibouti et au Maroc, ceux de l'Union soviétique en Libye, en Ouganda et au Yémen du Sud et ceux des États-Unis en Égypte, en Arabie Saoudite et en Iran permettent d'intensifier et de relier toutes ces questions prétendument régionales. Entre temps, après les conflits au Shaba, au Sahara et dans la Corne, l'insistance de l'OUA sur l'inviolabilité des frontières héritées – qui ont maintenant connu des invasions – semble plutôt cousue de fil blanc. L'appel à l'exclusion des puissances moyennes extérieures – qu'il s'agisse de superpuissances, de puissances moyennes (comme la France et l'Iran) ou d'États du Tiers monde (comme Cuba) – s'en est d'ailleurs trouvée d'autant affaibli. Comme l'écrivait récemment dans une revue de fin d'année Peter Enahoro, l'un des principaux analystes politiques africains, «1977 a été l'année de l'Afrique sur le calendrier de la politique internationale»; son «horoscope politique» pour 1978 prévoyait surtout la poursuite de ces conflits et compromis.

L'intensification de conflits interdépendants en Afrique ne peut non plus être dissociée de la fin du régionalisme sur le continent. L'intégration régionale avait été pré-

conisée comme mécanisme de paix et de développement. Et les chefs d'État africains ont souvent exprimé leur confiance dans l'unité aussi bien régionale que continentale. La désintégration de la Communauté de l'Afrique orientale – le groupement régional africain le plus ancien et le plus avancé – a consterné et attristé nombre de chefs d'État et alimenté les conflits opposant les trois anciens membres de la Communauté. Toutefois, de nouvelles associations régionales poursuivant des objectifs uniques ou multiples continuent de naître comme le Phénix des cendres d'autres institutions. L'Union du fleuve Mano, les liens égypto-soudanais, la Communauté économique des pays des Grands lacs et les liens embryonnaires entre la Tanzanie, le Mozambique et la Zambie témoignent d'un vestige de confiance en l'approche régionale.

La nouvelle institution régionale la plus vaste et la plus ambitieuse est la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'étend de la Mauritanie et du Sénégal au Nigéria et au Niger et qui englobe l'Entente, le fleuve Mano et d'autres groupements secondaires. Elle abat également les frontières linguistiques, idéologiques, culturelles et religieuses et pourrait s'avérer une communauté très cosmopolite et pluraliste. Son noyau se compose des trois grands États de la région, à savoir le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigéria, chacun d'eux dominant son propre arrière-pays. La présence de ces trois pays, toutefois nettement dominés par le Nigeria, permettra peut-être d'éviter certains des problèmes présents dans d'autres regroupements régionaux à cause de la prépondérance d'une seule ville ou d'un seul État. Mais l'apparition des difficultés liées à l'émergence en Afrique d'un «sous-impérialisme» ne peut être dissociée des problèmes suscités par le régionalisme et la croissance des inégalités.

Sous-impérialisme

L'échiquier politique régional et continental africain est de plus en plus dominé par quelques puissances «sous-impériales» qui – en partie à cause de leurs liens essentiellement symbiotiques avec des intérêts extérieurs – sont en mesure d'exercer une hégémonie locale semblable à celle des grandes puissances à l'échelle mondiale. Les chefs de file africains sont généralement les États riches en ressources ou ceux qui ont l'attitude la plus libérale envers les États étrangers et leurs sociétés, ou les deux. Nous pouvons compter dans le premier camp l'Algérie et le Nigéria (ainsi que le Zimbabwe et l'Afrique du Sud); dans le deuxième, l'Égypte, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Sénégal; et enfin l'Angola, le Soudan, le Zaïre et la Zambie dans celui des États sous-impériaux en puissance.

Comme nous l'avons remarqué, il semble exister un rapport entre les inégalités sur les plans international et national. La plupart des États sous-impériaux se carac-